



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 10/04/2026

Reçu en préfecture le 10/04/2026

Publié le

ID : 062-286200027-20260407-2026_14-DE



DÉLIBÉRATION

2026/14

FIXATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL TERRITORIAL (CST) PLACE AUPRES DU CENTRE DE GESTION DU PAS-DE-CALAIS, NON-INSTITUTION DU PARITARISME ET DECISION DU RECUEIL DE L'AVIS DES REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 7 Avril 2026 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. René HOCQ, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents :

Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

Etaient absents ou excusés :

M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.



Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L 251-5 et suivants et R 252-30 et suivants ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'arrêté du 2 juillet 2025 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique ;

Considérant la réunion avec les organisations syndicales du 02 avril 2026 ;

Monsieur le Président rappelle que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 02 avril 2026, soit 6 mois au moins avant la date du scrutin.

Il indique que l'effectif apprécié au 1er janvier 2026 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de **5309 agents**.

Il précise que, lorsque l'effectif est supérieur ou égal à 2 000, le nombre de représentants est fixé de 7 à 15.

Il expose également que la délibération peut prévoir le recueil par le comité social territorial de l'avis des représentants de l'établissement sur tout ou partie des questions sur lesquelles cette instance émet un avis.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *FIXE* le nombre de représentants titulaires du personnel à 10 et en nombre égal le nombre de représentants suppléants ;
- ♦ *DECIDE* de ne pas instituer de paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants des collectivités et établissements publics affiliés au Centre de Gestion inférieur à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants, employant moins de 50 agents ;
- ♦ *DECIDE* le recueil, par le Comité Social Territorial (CST), de l'avis des représentants des collectivités territoriales et établissements publics en relevant.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 7 avril 2026

Le Président,

René HOCQ